

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers  
uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Colomiers, le 30 avril 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/04/2026

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**

**GOODRICH AEROSPACE EUROPE**

site de Grammont - 36 avenue Jean Monnet  
31770 Colomiers

Références : 2026/252

Code AIOT : 0006802362

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement GOODRICH AEROSPACE EUROPE implanté site de Grammont - 36 avenue Jean Monnet BP 152 31770 Colomiers.

L'inspection du 21 avril 2026 sur le site de Colomiers de la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GOODRICH AEROSPACE EUROPE
- site de Grammont - 36 avenue Jean Monnet BP 152 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006802362    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société GOODRICH AEROSPACE EUROPE (nom commercial : COLLINS AEROSPACE) exploite à Colomiers des installations de peinture et de maintenance d'aéronefs avec une spécialisation dans les nacelles.

La société dispose également d'un site situé à Toulouse - St Martin, avec une activité spécifiquement dédiée au Service Après Vente pour les compagnies aériennes.

Le site de Colomiers représente environ 350 salariés.

Le site relève du régime de l'enregistrement.

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
2	Déchets	AP Complémentaire du 15/03/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conduits - rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 3	
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 10	
5	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 12.4	
6	Moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I > 4.1.	
7	Installations électriques et chauffage.	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.8	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection réalisée sur le site de Colomiers le 21 avril 2026 a permis de constater la bonne gestion de la sécurité incendie et des rejets atmosphériques. Il n'a pas été constaté de dysfonctionnement.

Le site est certifié ISO 14001, ISO 45001 et ISO 50001 et possède de ce fait un système de management environnemental et un programme de surveillance suivis.

Par ailleurs, le site est particulièrement bien tenu, notamment grâce à la mise en œuvre de la démarche 5S, du management visuel ainsi qu'un affichage clair et lisible sur les équipements de sécurité incendie.

Le dépôt prochain d'un Porter à Connaissance auprès de l'inspection des installations classées permettra d'acter les modifications réalisées et le projet d'installation de panneaux photovoltaïques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 2			
Thème(s) : Situation administrative      Classement ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :			
N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime (**)
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre : 200 kg/j	E
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°	499 kg	D

	<p>1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>		
1978.5	<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/an</p> <p>(1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.</p>	15 t/an	D
1978.8	<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p>	> 25 t/an	D

	<p>8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an</p> <p>(1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.</p>		
2910-A.2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement,</p>	<p>Chaudières : 3 x 345 kW  Groupe électrogène : 363 kW  Groupe sprinkler : 119 kW  Brûleurs des ateliers de peinture : 12,453 MW</p> <p>Puissance thermique nominale totale : 13,970 MW</p>	D

	<p>ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>		
2925.1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p> <p>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	<p>Puissance de charge totale sur le site : 220 kW</p>	D
4510.2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	<p>30 t</p>	D

\*\* : E : enregistrement ; D : déclaration

**Constats :**

L'exploitant a présenté lors de l'inspection le suivi de son classement au titre de la réglementation ICPE. Quelques évolutions sont à noter, notamment :

- une augmentation de capacité des installations classées en rubrique 1185 et une baisse de puissance des équipements classés en rubrique 2910. Ces modifications sont issues de la suppression d'équipements de chauffage, remplacés par des pompes à chaleur ;
- Le tunnel de séchage du site n'est plus en fonctionnement (cf constat n°2) ;

Les modifications réalisées par l'exploitant n'ont aucun impact sur le classement ICPE du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection un Porter à connaissance, reprenant l'ensemble des modifications de son exploitation depuis le précédent arrêté du 15 mars 2023. L'exploitant intégrera également le projet de mise en place de panneaux photovoltaïques sur ombrières.

Ces évolutions donneront lieu à la proposition par l'inspection d'un nouvel arrêté de prescriptions complémentaires.

Par ailleurs, l'exploitant devra tenir compte de l'Arrêté ministériel du 5 février 2020 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelables ou un système de végétalisation prévues par le code de la construction et de l'habitation pour les installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son annexe I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ UTILISANT L'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE AU SEIN DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SOUMISES À ENREGISTREMENT OU DÉCLARATION.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 Mois



## N° 2 : Déchets

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/03/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques    Déchets

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de l'article 5.1.8 (Déchets produits par l'établissement) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

Type de déchets	Nature des déchets	Quantités moyennes annuelles
Déchets non dangereux	Papiers, cartons, matériaux non souillés...	600 tonnes
Déchets dangereux	Produits périmés, boues de peinture, matériaux souillés, filtres, huiles et carburants usagés, etc.	120 tonnes

**Constats :**

Il est à noter une hausse importante de la production de déchets dangereux (selon la déclaration faite par l'exploitant dans l'outil GERE) :

- 2025 : 155 tonnes
- 2024 : 89 tonnes

Cette hausse est due au rapatriement sur le site de Colomiers en 2025 de l'activité relative aux vérins électriques. Pour répondre aux exigences de qualité, les vérins font l'objet d'un nettoyage lessiviel avant montage. Ces eaux de lavage sont éliminées en filière de traitement de déchets dangereux via un sous-traitant. L'exploitant travaille en lien avec son service qualité pour adapter le process et réduire la quantité de ces eaux de lavage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra intégrer ce nouveau process dans le porter à connaissance qu'il transmettra à l'inspection des installations classées (cf constat n°1).

Le projet de prescriptions complémentaires qui sera proposé par l'inspection tiendra compte de cette nouvelle activité.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 Mois

### N° 3 : Conduits - rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques      Conduits - rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de l'article 3.2.2 (Conduits et installations raccordées) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

N° de conduits (cf. plan annexé)	Installations raccordées	Hauteur de rejet *	Diamètre (m)	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse d'éjection en m/s	Dispositif de traitement des rejets
Atelier A320						
N° 20-21-22-23	Cabine d'application et de séchage peinture Ligne 1 (modules 1 et 2)	15,94 m	1,2	100 000 par module	> 8 m/s si débit > 5000 m³/h, > 5 m/s sinon	Filtres secs
N° 24-25	Cabine d'application de peinture Ligne 2 (module 3)	15,94 m	1,2	100 000 par module	Filtres secs	
N° 16	Tunnel de séchage Infrarouge C	> 10 m	1	9500	Filtres secs	
N° 17	Local de préparation des peintures	> 10 m	0,4	2100	Filtres secs	
N° 18-19	2 cabines de ponçage A, B	> 10 m	1,05	61000	Filtres secs	
Atelier A350						
N° 7-8-9-10	Cabine de	> 10 m	1,1	48000	> 8 m/s si	Filtres secs

	peinture		1	36000	débit > 5000 m <sup>3</sup> /h, > 5 m/s sinon	
N°11-12	Tunnel séchage	> 10 m	0,9	27300	Filtres secs	
N°13	Local de préparation des peintures	> 10 m	0,45	3000	Filtres secs	
N°14-15	Cabines de ponçage	> 10 m	1,1 x 1,1	79000	Filtres secs	

\* : les hauteurs de rejet doivent respecter les dispositions des articles 52 à 56 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.

**Constats :**

Le conduit n°16 correspondant au tunnel de séchage infrarouge C de l'atelier peinture A320 a été supprimé, en lien avec l'arrêt de l'utilisation du tunnel de séchage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra intégrer cette modification au porter à connaissance qu'il transmettra à l'inspection des installations classées.

Le détail des modifications de l'exploitation devant faire l'objet d'un porter à connaissance est précisé au constat n°1.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 4 : Rejets atmosphériques


**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques      Rejets atmosphériques


**Prescription contrôlée :**

Le tableau de l'article 9.2.1 (Surveillance des émissions atmosphériques) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

Tous les conduits visés à l'article 3.2.2	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz secs	Périodicité du contrôle
Poussières	<ul style="list-style-type: none"> <li>100 mg/m<sup>3</sup> si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h</li> <li>40 mg/m<sup>3</sup> si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h</li> </ul>	<p>Tous les ans, sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les cabines de peinture (n°7, 8, 9, 10, 20, 21, 22, 23, 24 et 25) pour lesquelles au moins un conduit est vérifié tous les ans ET tous les conduits sont vérifiés au bout de 3 ans ;</li> <li>- pour les cabines de ponçage A320 (n°18 et 19) pour lesquelles au moins un conduit est vérifié tous les ans ET tous les conduits sont vérifiés au bout de 2 ans ;</li> <li>- pour la cabine de ponçage A350 (n°14 et 15) pour lesquelles au moins un conduit est vérifié tous les ans ET tous les conduits sont vérifiés au bout de 2 ans.</li> </ul> <p>Résultats tenus sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
COVNM	<ul style="list-style-type: none"> <li>110 mg/m<sup>3</sup> pour la préparation des peintures</li> <li>75 mg/Nm<sup>3</sup> pour l'application de peintures</li> <li>50 mg/Nm<sup>3</sup> pour le séchage de peintures</li> </ul>	
COV spécifiques	cf. article 3.2.3 du présent arrêté	

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les rapports de mesures de rejets atmosphériques pour les trois dernières années, réalisées par un organisme accrédité.</p> <p>En synthèse :</p> <p>2025 : conformes aux Valeurs Limites d'Émissions (VLE)</p> <p>2024 : conformes aux VLE</p> <p>2023 : non conformes aux VLE (vitesse d'éjection des fumées insuffisante)</p> <p>2023 (2ème intervention) : non conformité aux VLE sur ce même paramètre confirmée.</p> <p>La non conformité, constatée sur les deux mesures réalisées en 2023, relative à la vitesse d'éjection des fumées, concerne l'émissaire du tunnel de séchage, qui n'est plus en fonctionnement au sein du site de Colomiers. Les mesures des années 2024 et 2025 ne relèvent aucune non conformité.</p> <p>Un programme de surveillance (fichier type Excel) est suivi et complété par l'exploitant. Les mesures de rejets atmosphériques font l'objet d'un contrat annuel avec un organisme accrédité et d'une planification annuelle.</p>		
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection n'a pas formulé de demande sur ce constat.</p>		
<p><b>Respect de la prescription :</b> </p>		
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>		
<p><b>Proposition de suites :</b></p>		

## N° 5 : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 12.4	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Incendie - équipements secours	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met à la disposition des secours, dans une boîte métallique rouge fermée au moyen d'un triangle de 12 mm les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- plans du site au format A3 plastifié avec indication des principales zones à risques ;</li><li>- plans des réseaux avec implantation des point d'eau incendie (PEI) et des commandes de désenfumage ;</li><li>- coordonnées de toutes les personnes ressources en cas de sinistre (directeur/directrice, cadre d'astreinte, cadres techniques, chef-fe-s d'ateliers...).</li></ul>	
<b>Constats :</b> Les documents nécessaires à l'intervention des services de secours sont disponibles dans un classeur au poste d'accueil. Il contient notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les plans du site avec indication des principales zones à risques ;</li><li>- les plans des réseaux avec implantation des point d'eau incendie (PEI) et des commandes de désenfumage ;</li><li>- des fiches réflexes par type d'évènements.</li></ul> Par sondage, l'inspection a consulté la fiche réflexe n°9 relative à l'intervention en cas de pollution et le plan n°24 à destination des services de secours. L'entreprise sous traitante, en charge de l'accueil, de la sureté et de la sécurité est présente 24h/24h et dispose d'agents formés SSIAP. L'exploitant réalise 2 exercices en lien avec la sécurité incendie par an avec cette entreprise. Le compte rendu de l'exercice réalisé en date du 7 mars 2025 a été présenté lors de l'inspection.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La modification relative à l'organisation sera actée suite à l'instruction du porter à connaissance (cf constat n°1) et par un arrêté de prescription complémentaire. Il actera la mise à disposition de ces éléments au poste d'accueil en lieu et place d'une boîte métallique rouge fermée tel que mentionné dans l'article visé.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I > 4.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels      Equipements de protection incendie

**Prescription contrôlée :**

[...]L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

a. d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux (hors locaux à température négative), sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Pour les locaux à température négative, les extincteurs sont installés à l'extérieur de ceux-ci ; [...]

b. d'un système de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. Tous ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Objet du contrôle pour les installations soumises aux contrôles périodiques (installations soumises à « la rubrique 1185-2a ») :

- implantation des extincteurs ;
- présence des extincteurs (au moins un) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;
- présence de plans de locaux, avec descriptions des dangers associés ;
- lorsque l'installation comprend un équipement qui contient à lui seul plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable : présence d'un système de détection et d'alarme.

**Constats :**

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les éléments suivants :

- compte rendu de visite 2025 des RIA réalisée le 28/05/2025 (1 lance HS);
- compte rendu de visite des poteaux incendie réalisée le 12/06/2025 - RAS;
- compte rendu de visite des extincteurs 2025 réalisée les 26, 27 et 28/05/2025 (19 extincteurs à remplacer en 2026 - RAS);
- rapport de visite des dispositifs de désenfumage du 27/05/2025 : commande de fermeture du désenfumage du hall A350 peinture masquage à remplacer.

L'exploitant a présenté en séance les bordereaux de visite des désenfumage pour l'année 2026, ne mentionnant plus de non conformité sur la commande de fermeture.

En complément des contrôles réglementaires, l'exploitant réalise un contrôle mensuel des équipements de sécurité incendie via l'entreprise sous traitante en charge de la sûreté et de la sécurité incendie. Les équipements sont identifiés par des codes barres, permettant à l'agent vérificateur de scanner l'équipement et de réaliser une traçabilité de contrôle via une tablette. Les contrôles mensuels font également l'objet d'étiquetage sur les équipements.

La visite du site a permis de constater, par échantillonnage, de l'absence d'irrégularités dans le suivi et l'identification des équipements de sécurité incendie.


**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre le PV de réception lié au changement de la commande de fermeture du désenfumage du hall A350 peinture masquage.

**Respect de la prescription :****Type de suites proposées :** Sans suite**Proposition de suites :**



## N° 7 : Installations électriques et chauffage.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.8	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Contrôle périodique des installations électriques	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- rapport de vérification électrique périodique réalisé du 02/06/25 au 06/06/25;</li><li>- compte rendu Q18 en date du 06/06/2025.</li></ul> Ces rapports ne relèvent pas de non conformité majeure. Les installations électriques et les vérifications annuelles sont suivies via une GMAO. En cas de Non Conformité Majeure, l'intervention est réalisée immédiatement via un agent habilité présent lors du contrôle. Cette prestation fait l'objet d'un contrat annuel avec une entreprise spécialisée et de revues de pilotage régulières. Des récurrences de non conformité apparaissent sur le rapport de vérification, notamment en lien avec la mise à jour des plans et schémas. L'exploitant travaille à la mise à jour de ces documents suite aux différentes modifications des installations.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection n'a pas formulé de demande sur ce constat.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	